

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1983

C O N C L U S I O N S

Selon ce qui est devenu une tradition, je vous présente maintenant, pour clore nos travaux, le relevé de conclusions de cette Conférence des ambassadeurs 1983. Pour dissiper un malentendu qui se reproduit sans cesse, je vous rappelle une fois encore qu'il ne s'agit pas là d'un résumé de vos débats, ni d'une sorte d'avant-goût du procès-verbal qui suivra, mais, comme le nom de relevé de conclusions l'indique, d'une indication de ce qu'il me semble important de retenir de nos échanges de vues.

*

*

*

Le débat sur la situation politique mondiale, qui a ouvert nos travaux, a confirmé une idée d'ailleurs assez évidente que nous vous avons soumise: sans qu'aucun problème n'ait été résolu, les conflits qui ont occupé la vedette au cours des dernières années sont entrés dans des phases moins mouvementées, en même temps que l'Amérique centrale devenait le point le plus brûlant de l'antagonisme Est-Ouest, dans une évolution qui a donné une portée politique nouvelle à cette crise locale due à des causes économiques et sociales. Le problème de la pénétration soviétique dans le Tiers monde ayant ainsi été posé, certains d'entre vous lui ont donné un écho que j'estime bienvenu, en s'interrogeant sur l'attrait que le communisme soviétique peut encore revêtir dans ces régions. Des opinions différentes ont été énoncées à ce sujet. Pour ma part, je pense qu'il faut se garder de généraliser un jugement qui doit être différencié, selon les conditions historiques, politiques, économiques et culturelles de chaque pays. En général, l'idéologie communiste,

- 2 -

dont le peu d'attrait a été amplement démontré, ne fait plus guère recette. Elle agit cependant, notamment en Amérique latine, sur des minorités qui sont souvent les moteurs des révolutions. Ainsi, le déclin de l'idéologie communiste ne doit pas nous rassurer. Enfin, si l'opinion en Amérique latine est peu sensibilisée au conflit Est-Ouest, ceux qui se proposent d'utiliser les contradictions locales dans le cadre de ce conflit en sont eux très conscients.

Quant à la question du Proche-Orient, le principal élément à retenir des débats me paraît être la position centrale qu'occupe la Syrie dans le problème du Liban et, plus généralement, dans celui du Proche-Orient. A mes yeux, cette situation confirme cette réflexion de l'ancien Secrétaire d'Etat Kissinger qui remonte à plusieurs années déjà: "le monde arabe ne peut faire la guerre sans l'Egypte et il ne peut faire la paix sans la Syrie".

Je persiste à croire que la situation créée dans les territoires occupés par le gouvernement de M. Begin n'est pas irréversible et je forme tous mes voeux pour que les voix raisonnables des modérés l'emportent dans les deux camps sur les desseins des extrémistes.

*

*

*

Faisant une entorse à l'ordre chronologique, je traite ici du séminaire sur la sécurité en Europe, qui était un prolongement du débat sur la situation internationale. La discussion a confirmé que l'essentiel du problème des armements n'est pas la comparaison des arsenaux respectifs, mais la constatation que l'implantation des SS-20 crée une menace spécifique, qui est pour le moment sans contrepartie en Europe occidentale.

- 3 -

Les informations que vous nous avez apportées de vos postes respectifs nous ont permis de clarifier certaines questions. Ainsi les doutes qu'on pouvait avoir sur l'attitude du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ont été, je crois, dissipés. Notre ambassadeur a bien fait la distinction entre la décision politique, qui reste acquise, et les espoirs, que le gouvernement allemand ne réussit pas à abandonner, de voir des progrès à Genève le dispenser de procéder à cette pénible implantation. Il peut ainsi facilement arriver que des propos qui expriment cet espoir donnent l'impression d'une résolution vacillante, lorsque chacun de leurs termes ne sont pas mûrement pesés.

L'impression d'ensemble qui s'est dégagée du débat est celle d'une attitude résolue dans tous les pays d'Europe occidentale.

Nous avons saisi cette occasion pour vous orienter sur les résultats de la conférence de Madrid et les préparatifs de celle de Stockholm. Les débats ont bien montré que la convergence d'intérêts et d'idées entre notre pays et les autres neutres avait des limites inévitables, découlant de la situation géographique, de la conception et de la pratique de la neutralité, comme aussi des moyens de la défense nationale.

* * *

*

La séance consacrée aux problèmes commerciaux a montré que la promotion des exportations est l'affaire de toute la mission, ambassadeur compris. La coopération entre les postes et tous les autres organes intéressés s'est révélée spécialement efficace dans le cadre de l'exécution des projets prioritaires aux Etats-Unis et au Japon. Il a par ailleurs été reconnu que des efforts conjoints de promotion étaient également souhaita-

bles dans les domaines du tourisme et de la culture. Enfin, il faudrait chercher à tirer un meilleur profit des possibilités offertes par les organisations internationales, notamment les institutions financières et les enceintes spécialisées des Nations Unies, où la Suisse est sous-représentée et en perte d'influence.

Les crédits mixtes constituent un instrument de notre aide au développement, dont les retombées pour l'économie suisse d'exportation sont loin d'être négligeables. Devant la concurrence étrangère, nous devons nous efforcer de simplifier au maximum nos critères et procédures d'examen et de décision dans les limites imposées par le législateur.

Le débat sur la garantie contre les risques à l'exportation a mis en relief la situation actuellement déficitaire de cette institution. Devenue un instrument indispensable pour le soutien de nos exportations face à la concurrence et le maintien de nos emplois, la GRE ne peut pas se lancer dans une politique d'ouverture sans bornes à l'égard de pays présentant des risques élevés.

*

*

*

Le débat de la deuxième partie de la matinée de mercredi a montré que les relations Nord/Sud ne le cèdent pas en importance pour la prospérité de notre pays à l'antagonisme Est-Ouest. Selon les développements politiques qu'elles connaissent, les crises auxquelles elles donnent lieu peuvent même devenir une menace pour notre sécurité. Le temps disponible n'a permis d'aborder ces problèmes que sous l'angle de la coopération au développement.

Je tire de ce débat la conclusion que nous devons poursuivre notre effort pour augmenter le volume de notre aide publique au développement, certes, mais que nous devons également nous employer à en accroître l'efficacité. Dans cette optique, il est nécessaire de concentrer notre aide sur un nombre restreint de pays. Pour le choix de ces pays de concentration, il importe de tenir compte - outre les critères énumérés dans le Tour d'horizon - de considérations historiques, par exemple: les liens particuliers tissés entre un pays en développement et la Suisse ou l'expérience d'une collaboration particulièrement fructueuse. Une coordination accrue entre les aides et une meilleure concertation avec le pays partenaire sont également facteurs d'efficacité. Notre aide doit viser à mettre les pays bénéficiaires en mesure d'assurer leur développement par leurs propres forces et ne pas contribuer à entretenir une mentalité d'assistés.

Pour autant qu'elle soit agréée par le Gouvernement hôte, la collaboration avec les organisations non-gouvernementales peut offrir un bon moyen de faire parvenir notre aide aux couches de population les plus défavorisées.

* * *

*

L'exposé du Chef du Département de l'économie publique et la discussion qui a suivi ont permis de constater une légère amélioration de la conjoncture mondiale, qui ne signifie toutefois pas un retour à une période de croissance durable. Des talents d'innovation et d'adaptation demeurent indispensables au sein des économies nationales pour arriver à une coordination de l'entreprise, de la recherche et des mesures étatiques de soutien. L'un des plus grands maux de notre époque dans le domaine économique demeure le protectionnisme à propos duquel un frappant contraste existe entre des déclarations de principe et la pratique quotidienne. Les problèmes

- 6 -

monétaires ont évidemment été rappelés, de même que celui de l'endettement, où les mesures à court terme pour résoudre les problèmes de liquidité laissent intacts des problèmes à long terme découlant de déséquilibres structurels. On a aussi rappelé la responsabilité particulière des pays industrialisés à l'égard des pays en voie de développement. En ce qui les concerne tout particulièrement, maintenir l'ouverture de nos marchés est une règle non seulement économique mais morale. L'examen de la collaboration internationale a fait ressortir que l'efficacité des mécanismes multilatéraux existants est souvent compromise par la formation de groupes particuliers, qui posent un problème pour un Etat dans la position du nôtre. Enfin, on a souligné l'importance du rôle des missions diplomatiques dans le domaine de l'information, de l'appréciation de situation, comme aussi dans celui de la lutte contre le protectionnisme.

*

*

*

La défense des droits de l'homme est en accord avec une tradition séculaire de notre pays; elle demande cependant de la part de nos représentants un effort d'adaptation aux réalités nouvelles du monde contemporain. L'évolution des dernières décennies tend indiscutablement à faire du respect des droits de l'homme une obligation des Etats "erga omnes" sans distinction de nationalité. La vieille objection d'immixtion dans les affaires internes n'est donc plus acceptable pour s'opposer à une intervention en cette matière. Si, en raison de cette évolution, notre action dans ce domaine est plus intense que naguère, cela ne signifie pas que nous entendions intervenir à tout propos et hors de propos. Il est nécessaire d'arriver à une unité de conception et de pratique de façon que ces matières ne soient pas traitées selon le tempérament et les opinions de chacun. La tâche primordiale des missions

- 7 -

consiste par conséquent à alimenter la centrale d'un flux continu d'informations sur la situation des droits de l'homme dans le pays de résidence et les cas particuliers qui viennent à se produire, de façon à permettre au Département de décider et diriger ses interventions. Dans notre pratique, nous aurons à nous rappeler que l'intervention discrète est le plus souvent plus efficace que l'intervention spectaculaire. Nous aurons aussi à trancher de cas en cas l'opportunité d'une coordination de notre action avec celle d'autres Etats, groupe d'Etats ou autres organes, tel que le CICR.

*

*

*

L'accueil des réfugiés et des personnes poursuivies pour leurs opinions politiques repose sur une ancienne et constante tradition de notre pays. Toutefois, l'accroissement considérable des demandes d'asile et l'insuffisance des moyens de notre administration pour y faire face ont provoqué de nombreuses difficultés. L'afflux de réfugiés, en particulier, provoque chez nous certaines réactions xénophobes, et l'assimilation de ces personnes est rendue plus difficile du fait qu'elles proviennent de plus en plus de pays de culture différente. Pour porter remède à ces difficultés, le Conseil fédéral proposera au Parlement d'accroître les effectifs du personnel et de simplifier la procédure d'examen des requêtes. On a pareillement évoqué la nécessité de renforcer les contrôles en vue de lutter contre l'immigration de travailleurs clandestins, ce qui peut d'ailleurs avoir des effets négatifs sur nos relations bilatérales avec certains pays. Il vous a également été fait part des préoccupations que causent les effets de l'espionnage et du terrorisme international sur notre pays.

- 8 -

Vous avez également été intéressés d'apprendre qu'un groupe de travail a été constitué au sein de l'administration pour étudier les moyens d'améliorer la sécurité de nos ambassades.

Il est trop tôt pour porter une appréciation sur la nouvelle initiative xénophobe qui n'a pas encore abouti. Dans la situation économique actuelle il faut cependant compter qu'elle passera ce cap et devra être soumise au vote du peuple. Il s'agira de trouver alors ce qui peut lui être opposé.

* * *

Les conclusions sur le débat de cet après-midi (Commission de coordination pour la présence de la Suisse à l'étranger) vous seront envoyées, comme de coutume, en annexe aux quelques remarques que je viens de faire. Avant de clore toutefois cette partie de notre Conférence, j'aimerais traditionnellement aussi vous remercier tous, sans exception, très chaleureusement et amicalement de votre fidélité à nos rencontres annuelles et de votre participation précieuse aux débats. J'espère que l'enrichissement obtenu pendant ces trois jours d'intense discussion vous permettra de retourner à vos postes en ayant largement dépassé le stade de la "gewöhnliche mittlere eidgenössische Unzufriedenheit" auquel quelqu'un faisait allusion hier après-midi. Une fois de plus, j'ai été heureux de constater l'atmosphère si amicale que vous avez su créer lors de cette Conférence. Ceci nous permet de bien augurer du succès de la partie récréative qui commence dès ce soir et se poursuivra demain dans le Canton de Neuchâtel. Vous l'avez bien méritée.

Merci à tous.

A N N E X E

PRESENTATION DE LA COMMISSION DE COORDINATION
POUR LA PRESENCE DE LA SUISSE A L'ETRANGER

Conclusions

Les chefs de missions se sont montrés dans l'ensemble satisfaits des activités déployées par la COCO, notamment dans les secteurs du film et de la documentation écrite. Ils ont par ailleurs relevé que l'image de la Suisse était en général bonne, voire excellente, mais qu'il convenait de veiller à maintenir la qualité de nos produits, notamment dans le Tiers monde où l'on enregistre parfois quelques critiques à ce sujet. Si les efforts de promotion restent nécessaires, il faut toutefois se garder de schémas trop rigides et s'adapter aux publics que l'on recherche; certains ont douté de l'opportunité d'organiser des manifestations combinant l'économique au culturel.

On retiendra également les propositions suivantes :

- Les priorités retenues par la Commission laissent de côté le Tiers monde qui, il est vrai, ne montre pas toujours un intérêt très grand pour notre culture. Dans ces pays, il conviendrait de mettre davantage l'accent sur l'information et la connaissance directes de la Suisse, notamment en invitant en Suisse des personnalités du Tiers monde, ou en distribuant une documentation spécifique mieux adaptée aux besoins locaux.
- Il faudrait rechercher la collaboration de personnalités de première place. On se souvient, ainsi, de l'écho énorme suscité dans l'immédiat après-guerre, par l'ouvrage "La Suisse, démocratie-témoin", d'André Siegfried.
- Un petit groupe de connaisseurs des Etats-Unis devrait être chargé d'élaborer un concept pour cette priorité régionale de la COCO.